

Énergie—Conservation

Le développement, bien sûr, est la deuxième étape. Pourquoi le gouvernement n'adopte-t-il pas une politique fiscale qui favorise la mise au point d'un des véhicules que j'ai mentionnés et d'autres projets de conservation de l'énergie, comme, par exemple, une nouvelle façon de capter certaines formes d'énergie que nous ne maîtrisons pas encore. Nous avons parlé du vent. Il y a également l'énergie solaire. Je sais qu'il y a passablement de vent, et j'aimerais qu'il y en ait moins de l'autre côté. Les politiques fiscales de ce gouvernement découragent le développement, au lieu de le promouvoir.

J'ai entendu dire cet après-midi que le groupe de l'université de la Colombie-Britannique perdait courage. Ils ont mis tout leur cœur à fabriquer ces deux voitures à partir de notions tout à fait originales; l'un doit fonctionner au gaz naturel liquéfié et l'autre à l'aide d'un accumulateur électrique. Ils ne reçoivent aucune aide et se demandent ce que fait le gouvernement. Je pourrais leur dire moi ce qu'il fait: il ne fait rien.

Le dossier de la Société-canadienne des brevets et d'exploitation limitée débouche sur un énorme fiasco. Cette société a été créée pour aider ceux qui travaillent dans les laboratoires du gouvernement à obtenir des brevets, s'ils inventaient quelque chose de brevetable, à le lancer sur le marché et à le vendre. Cette formule ne vaut rien. Elle ne fonctionne pas.

Ce dont nous avons besoin au Canada, c'est de quelque chose qui ressemblerait à la société nationale de développement de la recherche que les Britanniques ont établie, d'un groupe d'ingénieurs auxquels pourraient s'adresser les gens qui ont des idées, comme ceux de l'Université de la Colombie-Britannique ou ceux qui ont des idées au sujet de l'utilisation de l'énergie solaire ou éolienne. Nous avons besoin de cela non seulement pour empêcher le vol d'une idée ou d'un appareil, mais aussi pour que les personnes en cause puissent obtenir l'aide dont elles ont besoin pour poursuivre leurs recherches dans leur domaine et, si les recherches donnent des fruits, pour perfectionner leurs inventions ou leur venir en aide pour qu'elles poursuivent leur travail ou trouvent des fonds pour leurs entreprises.

Nous n'obtenons rien de cela du gouvernement actuel. Je trouve regrettable et honteux d'avoir à signaler que nous sommes négligents dans ce très important domaine et que nous nous trouvons dans une situation embarrassante, car les coûts ont atteint des proportions astronomiques. Néanmoins, nous ne faisons rien. Nous disons: «Tout va très bien, Joe;» mais que dire des autres?

L'hon. Alastair Cillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame l'Orateur, je saisis volontiers l'occasion de participer au débat ce soir. J'ai écouté attentivement plusieurs discours instructifs sur des questions très variées. J'ajouterai peut-être quelques épithètes durant mes remarques ce soir. J'ai aimé particulièrement le discours du député de Peel-Dufferin-Simcoe (M. Milne). Je crois qu'il se spécialise dans le domaine de l'énergie et je sais que tous les députés ont prisé son apport au débat.

J'ai également goûté les remarques du député d'Esquimalt-Saanich (M. Munro). Il a abordé, je crois, quelques points très intéressants. J'espère que tous les députés ont pu entendre le député d'Algoma-Est (M. Foster), mon secrétaire parlementaire, plus tôt cet après-midi. Si un député n'a pu l'entendre, j'espère qu'il le lira demain, car je suis certain que tous les députés pourraient en tirer profit.

Un des principaux points qui ressort de ce débat, c'est l'importance que tous les députés attachent à la conserva-

tion de l'énergie. Tout d'abord, je dis que je partage leurs vues, leurs sentiments quant à l'importance que revêt la conservation de l'énergie. Le gouvernement partage leurs vues et il est convaincu que la conservation doit tenir une place beaucoup plus grande dans notre vie de tous les jours. La raison pour laquelle mon secrétaire parlementaire, le député d'Algoma-Est a lancé le débat aujourd'hui, pour le parti ministériel, c'est que j'étais dans ma circonscription électorale. Je me suis adressé aux habitants de la localité d'Elliott Lake, qui s'inquiètent beaucoup de l'approvisionnement en énergie, bien qu'ils s'inquiètent aussi beaucoup de la conservation de ces ressources.

Je ne puis le dire autrement, je pense, mais je crains que l'écart entre l'offre et la demande soit loin de se rétrécir. Il y a deux moyens essentiels pour résoudre ce problème. Le premier est d'accroître nos approvisionnements d'énergie, c'est d'ailleurs pourquoi je suis allé à Elliott Lake aujourd'hui. Le second, naturellement, consiste à modérer l'augmentation de la demande, ce pourquoi il faut conserver l'énergie.

Au cours de mes observations, je remarque aujourd'hui que nous gaspillons nos ressources rares. Plus précisément, nous allons nous trouver en face de coûts d'immobilisation croissants pour obtenir l'énergie, essentielle dans certains cas, mais que nous pourrions économiser dans d'autres, réalisant ainsi une épargne du côté des immobilisations.

D'après les estimations que j'ai vues, nous devons au cours des dix prochaines années, dépenser 110 milliards de dollars, notamment, pour la construction de nouveaux pipe-lines, d'usines extraction des sables bitumineux, de centrales électriques, de lignes de transmission d'électricité, de mise en valeur des mines de charbon, de l'uranium ainsi que des puits de gaz et de pétrole. Ce montant de 110 milliards à dépenser au cours des dix prochaines années est une somme énorme qui représente environ \$20,000 par famille canadienne. Tous les députés se demandent d'où viendra cet argent au moment où nous devons soutenir une concurrence plus vive sur les marchés de capitaux.

● (2110)

Quels sacrifices devons-nous consentir pour les autres services essentiels si nous sommes obligés d'investir 110 milliards pour l'énergie? Quelque chose devra inévitablement sauter. D'autres services essentiels n'auront pas ce qui leur revient et je parle de services essentiels comme les transports publics, de nouvelles usines, des maisons ou des hôpitaux et bien d'autres choses pourraient s'ajouter à la liste. Quand on songe à l'énormité éventuelle des immobilisations et des pressions inflationnistes futures—j'insiste sur les pressions inflationnistes parce que je crois qu'il existe un lien étroit entre les mesures d'économie et les mesures anti-inflation—la valeur de l'économie d'énergie devient évidente.

Si, par exemple, en 1985, nous pouvions réduire la croissance annuelle de la consommation totale d'énergie de 20 p. 100 au-dessous des taux d'accroissement des années 60 que l'on situe à plus de 5 p. 100, ce qui veut dire à environ 43 p. 100 pour les dix prochaines années et puis 43 p. 100 le reste du siècle, les 15 autres années jusqu'en l'an 2000, en ayant quand même une hausse chaque année mais réduite, nous épargnerions l'équivalent de la production de 15 usines de Syncrude coûtant environ deux milliards chacune.

Les difficultés qui assaillent le gouvernement et qui nous assaillent tous, en tant que députés, sont de cet ordre de grandeur. C'est une situation contre laquelle le gouvernement à lui seul ne peut rien; mais tous les députés de tous les partis devront y voir. Nous devons aller convaincre les Canadiens de la nécessité d'économiser l'énergie.